



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 4 au 10 septembre 2020

Le 11 septembre 2020

Résumé

Asie du Sud : Classement modeste des pays d'Asie du Sud au *Global Innovation Index*, mais l'Inde intègre pour la première fois le top 50. Publication du rapport *Economic Freedom of the World 2020* du *Fraser Institute*: Sri Lanka 83^{ème}, Bhoutan 98^{ème}, Inde 105^{ème}, Népal 109^{ème}, Pakistan 129^{ème} et Bangladesh 133^{ème}.

Bangladesh: Changement à la tête du Régulateur des marchés de capitaux du pays. Bourse des valeurs – facilitation d'investissements pour les résidents bangladais à l'étranger. La Banque mondiale souhaite une rationalisation des fonds de prévoyance privés. Budget 2020/2021 : les recettes fiscales sont loin des objectifs sur les deux premiers mois.

Bhoutan : Le ministre des Finances optimiste quant à la reprise de l'économie. Les exportations de marchandises des principales industries du pays chutent à environ 20% de la capacité d'exportation normale lors du confinement selon le ministre des Affaires économiques.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques et financiers :* *Goldman Sachs* a revu à la hausse sa prévision de récession en Inde pour l'exercice budgétaire en cours, de - 11,8 % à - 14,8 %. *Fitch* anticipe désormais une contraction du PIB du pays de 10,5%. De son côté, l'agence de notation *CRISIL* a révisé sa prévision pour la même période de -5% à -9%. Introduction en bourse d'une part sans doute plus importante de la Life Insurance Corporation. La Banque centrale indienne identifie 26 secteurs pour la restructuration de prêts bancaires. *Autres informations :* L'industrie du voyage et du tourisme pourrait perdre quelque 65,6 Mds USD selon la dernière étude sur ce secteur menée par la Confédération de l'Industrie indienne.

Maldives : Hausse de la dette publique, à 108% du PIB. 51,4 M USD déboursés sous forme de prêts pour soutenir les entreprises.

Népal : Ralentissement de la croissance au troisième trimestre de l'exercice 2019/20, à 0,8%. La création d'emplois locaux, nouvelle priorité forte. Développement du transport aérien intérieur ?

Pakistan : Renforcement du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en août. Envolée inquiétante de la dette circulaire du secteur de l'énergie sur l'exercice 2019/20. Net recul des exportations en août. Progression marquée des rapatriements de bénéficiaires et de dividendes en juillet. *Fitch* anticipe un creusement du déficit courant sur l'exercice budgétaire en cours. Annonce d'un plan de soutien financier en faveur du développement de Karachi.

Sri Lanka : Stabilisation de la roupie sri-lankaise par rapport à l'USD. Baisse des exportations de service sur la période janvier-juillet 2020.



ASIE DU SUD

- Classement modeste des pays d'Asie du Sud au *Global Innovation Index*, mais l'Inde intègre pour la première fois le top 50.** L'Inde se classe 48^{ème} du GII et fait partie, avec la Chine, le Vietnam et les Philippines des pays ayant le plus progressé ces dernières années. L'Inde est le pays le plus innovant de la région Asie centrale et Asie du Sud, suivie de l'Iran et du Kazakhstan et fait partie du top 3 de la catégorie des pays aux revenus moyens à faibles, précédée par le Vietnam et l'Ukraine. Le Népal, 95^{ème} au classement général, est dans le top 3 des pays à faibles revenus, 3^{ème} derrière la Tanzanie et le Rwanda. Le Sri Lanka est classé 101^{ème}, résultat en dessous des prévisions par rapport à la taille de son économie. Le Pakistan est 107^{ème} et le Bangladesh est 116^{ème}. L'Inde se distingue par la qualité de ses publications scientifiques (21^{ème} mondiales) et de ses universités (22^{ème}). L'Inde a gagné 4 places entre 2019 et 2020 et est depuis 10 ans « *innovation achiever* » (un pays qui surpasse ces pairs). Un chapitre de l'étude lui est consacré et rappelle que l'Inde est la 3^{ème} plus grande économie de start-up (50 000) derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec Bangalore 11^{ème} smart-city dans le monde (New Delhi 18^{ème}, Mumbai 29^{ème} et Pune, Chennai et Hyderabad également dans le top 100). Cependant l'Inde ne consacre que 0,7% de son PIB à la recherche et au développement contre plus de 3% pour les pays du top 5. L'objectif du gouvernement d'y consacrer 2% du PIB à l'horizon 2022 semble compromis compte tenu des conséquences de la crise sanitaire sur l'économie (contraction du PIB de 23,9% au T1 2020). Enfin le rapport souligne l'existence d'un large réseau de communautés d'innovation qui ont su coopérer pour proposer des solutions face à la pandémie et recommande au gouvernement d'encourager et de financer ces collaborations entre start-up et entreprises établies.

Classement	Général	Innovation input	Innovation output	Institutions	Capital humain	Infrastructures	Développement du marché	Climat des affaires
Suisse	1	2	1	13	6	3	6	2
France	12	16	12	9	13	16	18	21
Chine	14	26	6	62	21	36	19	15
Inde	48	57	45	61	60	75	31	55
Népal	95	89	106	114	114	76	40	58
Sri Lanka	101	107	83	119	119	78	118	70
Pakistan	107	118	88	99	118	119	116	87
Bangladesh	116	119	114	124	129	92	100	122

- Publication du rapport *Economic Freedom of the World 2020* du Fraser Institute.** Le rapport classe les pays en fonction du soutien des politiques et institutions à la liberté d'entreprendre. Hong-Kong est le leader du classement, la France est 58^{ème}, Sri Lanka 83^{ème}, le Bhoutan 98^{ème}, l'Inde 105^{ème}, le Népal 109^{ème}, la Chine 124^{ème}, le Pakistan 129^{ème} et le Bangladesh 133^{ème}

BANGLADESH

- Changement à la tête du Régulateur des marchés de capitaux du pays.** Le 17 mai dernier, la Présidence de la *Bangladesh Security and Exchange Commission* a échu à une personnalité renommée. Shibli Rubayat Ul Islam. Ce dernier, Président du conseil d'administration de l'assureur public *Sadharan Bima Corporation*, succède ainsi à M Khairul Hossain, nommé en mai 2011 et renouvelé deux fois, fait rarissime. Son successeur a été promu le 9 septembre au grade de *Senior Secretary*, une première pour cette Institution.



Les introductions en bourse (*Initial Public Offering*) sont désormais davantage contrôlées, et souvent reportées dans l'attente de la présentation d'états financiers conformes, voire simplement annulées ; toutes les entreprises listées A ont été auditées pour veiller au respect des règles, notamment sur le capital minimum (30%) qui doit être détenu collectivement par les administrateurs fondateurs (*sponsors and directors*) (plus 2% à titre individuel).

En outre, la BSEC a demandé à la Banque centrale le gel des comptes bancaires d'administrateurs accusés d'avoir cédé leurs parts sans en avoir notifié le *Dhaka Stock Exchange*. Pour le seul mois d'août ont ainsi été sanctionnée 9 projets d'introduction en bourse, dont JMI Hospital (JMI group <http://www.jmigroup-bd.com/>) et Baraka Patenga, sa maison-mère Baraka Power Ltd et son gestionnaire d'émission LankaBangla Investments Ltd pour son OPA ; des enquêtes ont été diligentées sur plusieurs sociétés classées Z (la plus mauvaise catégorie), des amendes prononcées contre des courtiers et des sociétés ayant manipulé leur cours de bourse. Au total, les amendes pour irrégularités s'élèvent à 420 M TK (4,3 M€).

- **Bourse des valeurs – facilitation d'investissements pour les résidents bangladais à l'étranger.** La BSEC a annoncé le 19 août dernier autoriser bientôt l'**ouverture de comptes étrangers pour les non-résidents bangladais** (NRB) dans un nombre limité de pays. Les dispositions qui seront prises par les deux bourses devraient simplifier les procédures de transferts (dépôts et retraits) via des comptes ouverts dans les pays résidents ; jusqu'à présent, les complications administratives n'ont pas permis de capter l'épargne de la diaspore bangladaise (plus de 12 millions de personnes) ; selon le *Central Depository Bangladesh Ltd* (CDBL), sur 2,3 millions de déposants, à peine 126.000 NRB ont ouvert un compte sur le marché boursier.

D'autres réformes sont en cours, concernant l'émission de droit préférentiel de souscription (*rights share offer*), ou le mécanisme de prix plancher (*floor price mechanism*) mis en place le 19 mars dernier, qui va être supprimé prochainement pour rendre les marchés plus liquides et transparents.

- **La Banque mondiale souhaite une rationalisation des fonds de prévoyance privés.** Dans un rapport publié en janvier 2020, la Banque mondiale évalue à plus de 600 les fonds de prévoyance (*Provident funds*) privés actifs au Bangladesh ; ils couvrent plus de 2 millions de salariés et gèrent un patrimoine supérieur à 2 Mds USD, qui n'est quasiment pas investi en bourse.

Il n'existe aucune autorité régulatrice pour encadrer leurs activités, ni aucun registre national centralisant leurs données financières ; les fonds doivent simplement être enregistrés auprès de l'administration fiscale (*National Board of Revenue*).

La Banque mondiale a demandé aux autorités de mettre à niveau la législation (basée sur le *Provident Funds Act 1925* et révisée en 1979), afin de canaliser vers la bourse une partie de l'épargne qui pour l'instant s'est réfugiée vers les placements sûrs, type bons du Trésor, *National Savings Certificates*, et autres comptes à terme dans les banques.

- **Budget 2020/2021 Les recettes fiscales sont loin des objectifs sur les deux premiers mois.** La collecte sur les 2 premiers mois (juillet et août 2020) de l'année fiscale s'élève à 286,3 Mds TK (2,9 Mds€), en baisse de 5% sur la période comparable de 2019/2020 ; l'objectif d'une collecte de 3300 Mds TK (34 Mds€) à fin juin 2021, en progression de 33% sur l'exercice échu, paraît plus que jamais irréaliste, alors même que le Ministère des Finances a retenu en juin



dernier dans la loi de finances une croissance du PIB de 8,2%, supposée générer davantage de recettes.

Le manque à gagner sur l'objectif assigné fin août atteint déjà 30%, dont 38% pour la TVA et 35% pour les recettes douanières. L'impact du Covid-19 sur la consommation est particulièrement fort sur les recettes de TVA (-15% par rapport à 2019), et l'impôt sur le revenu chute de 2%.

BHOUTAN

- **Le ministre des Finances optimiste quant à la reprise de l'économie.** M. Namgay Tshering admet que l'économie bhoutanaise connaît aujourd'hui un ralentissement, mais affirme qu'elle ne s'est en revanche pas effondrée. Alors que les spéculations enflent quant à une possible cure d'austérité, le gouvernement assure vouloir préserver la confiance et soutenir la consommation ; il considère que réduire la masse salariale et les salaires constitueraient une menace encore plus sérieuse pour l'économie. Les entreprises d'Etat ont par ailleurs été appelées à explorer de nouvelles opportunités d'investissements pour promouvoir la création d'emplois, leurs mandats seront aussi revus pour les rendre plus résilientes.
- **Les exportations de marchandises des principales industries du pays chutent à environ 20% de la capacité d'exportation normale lors du confinement selon le ministre des Affaires économiques.** Au total les exportations du royaume chutent de 10% au cours des trois semaines de confinement et seules les exportations d'électricité n'ont pas été affectées. Du côté des importations on observe également une contraction de l'ordre de 10% pendant la même période. Le gouvernement a tenté de maintenir certaines importations (matières premières et fuel) car la substitution aux importations de certains produits reste difficile en raison d'économie d'échelle trop faibles et du manque d'infrastructures pour conserver les biens périssables. Il est aussi envisagé d'encourager la production locale de certains biens de base et de venir en aide aux agriculteurs pour la préservation des leurs denrées.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERS

- **Goldman Sachs a revu à la hausse sa prévision de récession en Inde pour l'exercice budgétaire en cours, de - 11,8 % à - 14,8 %.** Le courtier américain estime désormais que l'économie indienne se contractera de 13,7 % pour le trimestre qui se terminera en septembre, et de 9,8 % pour celui qui s'achèvera en décembre. C'est l'une des prévisions les plus pessimistes, avec celle d'*India Ratings* (-11,8 %) et de la *SBI* (-10,9 %).
- **Fitch anticipe désormais une contraction du PIB du pays de 10,5% au cours de l'exercice 2020-2021 par rapport à son estimation antérieure d'une contraction de 5%. De son côté, l'agence de notation CRISIL a révisé sa prévision pour la même période de -5% à -9%.**
- **Introduction en bourse d'une part sans doute plus importante de la Life Insurance Corporation (LIC).** Au départ estimée à 10%, la vente des parts de l'Etat indien (actionnaire



unique du plus grand groupe d'assurance en Inde depuis 1956) au sein de la LIC pourrait finalement atteindre 25%. Cette cession permettrait de mobiliser des recettes supplémentaires afin de combler, au moins en partie, un déficit budgétaire aggravé par la crise sanitaire. Les investisseurs particuliers sont également visés, grâce à des remises de l'ordre de 10% et autres bonus et ils se verront réserver au moins 5% des actifs. L'introduction en bourse pourrait se faire en plusieurs étapes (une première cession équivalente à 10% des parts, suivies d'autres cessions dont les modalités et le calendrier restent à définir). L'Inde compte 24 assureurs-vie et la LIC domine nettement le marché avec une part de 69% pour l'exercice 2020. Une éventuelle introduction en bourse devrait cependant être précédée de modifications d'ordre juridique, soumises à l'approbation du Parlement. Six amendements ont été proposés pour modifier le *Life Insurance Corporation Act* de 1956, et pourraient être présentés sous forme de projet de loi de finances, pour lequel seule l'approbation de la chambre basse (*Lok Sabha*) est requise. Le comité exécutif et le capital seront également restructurés pour permettre cette introduction.

- **La Banque centrale indienne (RBI) identifie 26 secteurs pour la restructuration de prêts bancaires.** La RBI a publié cette semaine le rapport du comité dirigé par KV Kamath, qui recommande les ratios financiers à prendre en compte par les établissements de crédit dans 26 secteurs en vue de la finalisation des plans de résolution pour les emprunteurs en difficulté. Il comprend cinq ratios liés à l'endettement, à la liquidité et au service de la dette, assortis de prescriptions spécifiques (planchers / plafonds) pour chacun de ces ratios. Le comité d'experts a estimé qu'environ 72% de la dette du secteur bancaire qu'ils avaient analysée avait été affectée par le COVID-19, mais que le cycle de restructuration serait probablement plus faible que ce qui avait été anticipé. Il sera cependant intéressant d'observer la manière dont les banques appliqueront les conditions de restructuration et si elles le feront dans les délais prescrits.

AUTRES INFORMATIONS

- **L'industrie du voyage et du tourisme en Inde pourrait perdre quelque 65,6 Mds USD selon la dernière étude sur ce secteur menée par la Confédération de l'Industrie indienne (CII).** Elle compte pour 9,2 % du PIB indien, emploie 8 % de la population et apporte une contribution totale en devises d'environ 28 Mds USD.

MALDIVES

- **Hausse de la dette publique, à 108% du PIB.** La dette publique totale, incluant les garanties, a atteint 74 Mds MVR (4,8 Mds USD) au 30 juin 2020, soit 108% du PIB contre 77% à la fin 2019 (68 Mds MVR). La dette externe est de 37,8 Mds MVR (2,5 Mds USD), soit 55% du PIB, contre 53% pour la dette publique interne. Cette hausse de la dette s'explique par la chute du PIB attendue en 2020, à -17,7% selon le scénario central de la banque centrale (MMA) ; ainsi que par la baisse des recettes publiques du fait de la crise financées par de la dette. L'économie du pays, très dépendante du tourisme, est par conséquent fortement affectée par celle-ci.
- **51,4 M USD déboursés sous forme de prêts pour soutenir les entreprises.** Les sociétés faisant face à des difficultés à cause de la crise engendrée par la pandémie du COVID-19 peuvent obtenir un prêt dans le cadre du *COVID-19 Recovery Loan Scheme*. La Bank of Maldives, qui prête aux entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 M MVR en 2019, a approuvé 397 demandes et déboursé 522,2 M MVR (34 M USD) au 3 septembre.



La SME Development Finance Corporation (SDFC), en charge des entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 M MVR en 2019, a approuvé 1640 demandes de prêts et déboursé 268,3 M MVR (17,4 M USD). Ces prêts, remboursables sur trois ans, ont un taux d'intérêt annuel à 6% et une période de grâce de 6 mois. En contrepartie de ces financements, les sociétés récipiendaires doivent s'engager à ne pas licencier de personnel local à cause de la pandémie.

NEPAL

- **Ralentissement de la croissance au troisième trimestre de l'exercice 2019/20, à 0,8% selon le Bureau des Statistiques.** Ce ralentissement brutal de la croissance (4,2% au T2 2019/20 et 6,2 au T3 2018/20) semble mal augurer du prochain trimestre où la croissance pourrait être négative. Cet essoufflement, déjà perceptible au début de l'exercice budgétaire (5,4% au T3 2019/20 contre 8,5% au T1 2018/2019) s'est accentué en raison de la crise sanitaire et du confinement instauré le 24 mars, mais qui a été progressivement levé à partir du 21 juillet 2020.

Cinq secteurs enregistrent une croissance négative : l'industrie manufacturière (-16,3% au T3 2019/20 contre 2,9% au T3 2018/19), les activités minières (-9,2% contre 66,73% au T3 2018/19), le commerce de gros et de détail (-5,1% contre -2,8% au T3 2018/19), la construction – hôtellerie - restauration (-13,51% contre -2,9% au T3 2018/2019). On relèvera en particulier, pour le T3 2019/20, que 90% des PME qui participent habituellement à 22% de la croissance étaient à l'arrêt. En outre, 61% des industries étaient fermées lors du confinement et 35% en activité partielle.

La cible de 7% fixée par le gouvernement pour l'exercice budgétaire n'a pas été atteinte (2,3 % pour 2019/20). Le 15^e plan quinquennal mis en application cette année et qui prévoyait une croissance de 10,1% pour les cinq prochaines années devraient être révisé. La Banque mondiale estime la croissance pour l'exercice budgétaire en cours à -2,8%.

- **La création d'emplois locaux, nouvelle priorité forte du gouvernement népalais.** D'après l'OIT la crise aurait coûté entre 1,6 et 2 M d'emplois au Népal et, selon un rapport de la Banque centrale, 22,5% du secteur auraient procédé à des licenciements dans un contexte de réduction des salaires de 18,2% en moyenne. Les autorités népalaises souhaitent dans ces conditions saisir l'opportunité créée par la crise sanitaire et le confinement pour encourager et privilégier le recours à des emplois locaux plutôt que de continuer à recourir à des travailleurs migrants qui ont pour partie quittés le pays aujourd'hui et même s'ils bénéficient souvent de la préférence de beaucoup d'entreprises en raison de leur qualification généralement supérieure et de leur moindre coût lié à l'absence de déclaration formelle. Même si les données disponibles restent très insuffisantes, il est estimé par exemple que les travailleurs migrants du secteur de la construction (Bangladais, Chinois ou Indiens) représentent un tiers des effectifs.
- **Développement du transport aérien intérieur ?** Le ministre du Tourisme Yogesh Bhattarai a demandé à la *Nepal Airlines Corporation* (NAC) d'accélérer le programme d'achat de nouveaux avions pour les vols domestiques à destination des régions les plus reculées. La NAC ne dispose pour le moment que deux avions de type *Twin Otter* pour les vols domestiques intérieurs, volume clairement insuffisant pour répondre à la demande. Le programme concernerait cinq avions supplémentaires pour un montant de 9 Mds NPR (76,3 M USD).



PAKISTAN

- **Renforcement du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en août.** Les réserves brutes s'établissent à 12,7 Mds USD au 28 août 2020, équivalent à 3 mois d'importation de biens et de services. Elles enregistrent une hausse de 170,5 M USD par rapport au mois précédent et progressent de 53,5 % en glissement annuel.
- **Envolée inquiétante de la dette circulaire du secteur de l'énergie sur l'exercice 2019/20** (1^{er} juillet 2019 - 30 juin 2020). Selon la Direction de l'énergie, la dette circulaire a augmenté de 45 Mds PKR par mois en moyenne en 2019/20. Elle atteint 2 150 Mds PKR (12,8 Mds USD) au 30 juin 2020, en hausse de 33,5 % en glissement annuel, et équivaut désormais à 5,2 % du PIB.
- **Net recul des exportations en août.** Selon les données du ministère du commerce, les exportations se sont contractées de 19,5 % en glissement annuel sur le deuxième mois de l'exercice 2020/21 à 1,6 Mds USD (-14,9 % lorsque les ventes sont exprimées en PKR). Selon le Conseiller du premier ministre pour le commerce, Abdul Razak Dawood, la forte contraction des exportations s'explique principalement par les inondations ayant gravement affecté Karachi à la fin du mois d'août. Les dégâts causés, notamment sur les infrastructures publiques, ont entraîné la perturbation des chaînes de production et d'approvisionnement (coupures de courant, retards de transport et dysfonctionnement des opérations portuaires).
- **Progression marquée des rapatriements de bénéficiaires et de dividendes en juillet.** Ils ont atteint 354,5 M USD sur le premier mois de l'exercice 2020/21, à comparer à 138,2 M USD un an plus tôt. Le montant des rapatriements de bénéficiaires et de dividendes apparaît ainsi plus de trois fois supérieur aux flux nets d'IDE enregistrés en juillet (114,3 M USD). Près de 96 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. Les principaux pays vers lesquels les bénéficiaires et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (50,7 % du total), les États-Unis (15 %), la Suisse (5 %), Malte (4,8 %), les Émirats arabes unis (3,4 %) et la Chine (2,9 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur alimentaire (28 %), les services financiers (25,4 %), et le secteur des communications (17,3 %).
- **Fitch anticipe un creusement du déficit courant sur l'exercice budgétaire en cours.** L'agence de notation souligne que la baisse attendue des transferts de travailleurs expatriés pèsera sur la balance courante avec un déficit attendu à 1,7 % du PIB en 2020/21 après 1,1 % en 2019/20. En entraînant une augmentation du besoin de financement externe, la baisse attendue des transferts pourrait ainsi affecter la notation souveraine du pays. Selon Fitch, le ralentissement de l'activité économique dans les pays du Golfe, principale zone d'origine des transferts à destination du Pakistan (plus de 50 %), engendre des pertes de salaires et d'emplois potentiellement durables pour les travailleurs expatriés. La contraction des transferts serait attendue à hauteur d'environ 12 % sur le deuxième semestre 2020 par l'agence, à comparer à environ 20 % selon les estimations de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. La hausse récente des transferts enregistrés au Pakistan en juillet s'expliquerait essentiellement par des facteurs temporaires (envoi de l'épargne accumulée pour préparer le retour ou encore recours accru aux canaux officiels en raison des limites créés par le confinement et l'offre restreinte de vols internationaux). La contraction des transferts de migrants pourrait affecter les finances publiques à travers deux canaux principaux, à savoir (i) la chute de la collecte fiscale en raison d'une baisse de la consommation et (ii) la hausse des dépenses sociales pour soutenir les foyers dépendants des transferts (4 % des foyers pakistanais) et les travailleurs licenciés de retour au Pakistan.



- **Annnonce d'un plan de soutien financier en faveur du développement de Karachi.** La capitale financière du pays a subi de plein fouet les pluies de moussons sans précédents qui ont touché le pays à la fin du mois d'août. Lors de son déplacement à Karachi le 5 septembre, le Premier ministre Imran Khan a annoncé une enveloppe budgétaire d'un montant de 1 100 Mds PKR (6,7 Mds USD) pour le développement de la ville et la création d'un comité spécifique afin d'assurer la coordination entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial du Sind (les discussions se poursuivent s'agissant de la répartition de la charge financière entre les deux parties). Au-delà de cibler les seuls dégâts matériels causés par les pluies torrentielles, le *Karachi Transformation Plan* vise à améliorer la fourniture de services publics dans la capitale, avec un accent sur le développement des infrastructures publiques défaillantes.

La répartition sectorielle de l'enveloppe budgétaire serait la suivante :

- 3,4 Mds USD pour les transports en commun (six projets identifiés dont la liaison ferroviaire circulaire et les lignes de transport rapide par bus) ;
- 1,6 Md USD pour la gestion des déchets solides et l'évacuation des eaux pluviales ;
- 848 M USD pour l'assainissement ;
- 554 M USD pour l'approvisionnement en eau potable ;
- 247 M USD pour les projets de construction et de rénovation des infrastructures routières.

A titre de comparaison, la Banque mondiale estimait en 2018 que 10 Mds USD d'investissements publics étaient nécessaires au cours des dix prochaines années pour mener à bien les projets de développement urbains à Karachi (6 Mds dans le secteur des transports, 3 Mds USD pour les projets d'eau et d'assainissement et 1 Md USD pour la gestion des déchets solides).

SRI LANKA

- **Stabilisation de la roupie sri-lankaise par rapport à l'USD.** Après une forte dépréciation en avril du fait de la pandémie du COVID-19 (- 9,1% par rapport au 1^{er} janvier à son taux le plus bas le 9 avril), la roupie sri-lankaise (LKR) a regagné du terrain puis s'est stabilisée à partir du mois de mai. Au 8 septembre, sa dépréciation par rapport au dollar se limitait à -1,8% depuis le début de l'année.

Cette stabilisation de la roupie s'explique en partie par les mesures de contrôle des importations mises en place début avril. Le secteur automobile est particulièrement touché par ces mesures, les importations de véhicules neufs ou d'occasion étant interdites.

- **Baisse des exportations de service sur la période janvier-juillet 2020.** Les exportations de services, issues notamment du secteur des TIC, des services financiers, de la logistique et du tourisme, ont été de 2 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'année 2020.

Par comparaison, celles-ci avaient été de 2,4 Mds USD sur la période équivalente de l'an dernier. Les exportations de services ont donc connu, sur la période janvier-juillet 2020, une baisse de -13,5% en glissement annuel.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, D. Simon, A. Boitière, J. Deur et H. Lafond.

Version du 11/09/2020